

son discours de Détroit en 1865, immédiatement après la fin de la guerre, discours qui fut prononcé en présence de centaines des principaux hommes des États-Unis qui connaissaient la vérité de ses dires. A cette occasion, M. Howe dit à ses auditeurs américains que les Canadiens n'avaient pris aucune part dans ces complots de trahison, mais qu'au contraire, le gouvernement du Canada avait puni les maraudeurs de Saint-Alban et n'avait pas été de connivence dans la capture du Chesapeake. Je crois que la conduite de l'honorable M. Laurier dans la circonstance que j'ai mentionnée, mérite la plus sévère censure, et lorsqu'il est appelé à occuper le poste de premier ministre du Canada, nous n'avons pas le droit d'oublier que dans une occasion d'une aussi grande importance que celle-là, et que je viens de rappeler, lorsqu'il avait à parler devant une réunion composée de citoyens des États-Unis, il prononça un discours de nature à soulever un fort sentiment d'agreur dans le pays voisin contre le peuple du Canada. Ses déclarations dans cette circonstance étaient injustes pour son pays, et j'ai rappelé le témoignage de l'honorable Joseph Howe pour contredire ce qui avait été avancé par l'honorable M. Laurier. Trente années environ s'étaient écoulées depuis la fin de la guerre, et le peuple des États-Unis lui-même avait appris à ne plus exhiber à tout instant la "chemise ensanglantée" et rappeler les souvenirs de cette lutte déplorable. Il était déplacé pour le chef d'un grand parti politique canadien d'aller à Boston, parmi les citoyens des États-Unis et de leur aider à exhiber la "chemise ensanglantée" de la guerre de sécession contre sa propre patrie. Mais il y a des événements plus récents que celui-là et que nous avons le droit d'examiner en traitant cette question de loyauté. Deux membres du présent gouvernement ont visité cet hiver la capitale des États-Unis:—Sir Richard Cartwright et l'honorable M. Davies. Ils ont eu des entrevues avec le président et avec d'autres citoyens en vue de Washington; ils en eurent aussi avec des journalistes représentant la presse Unio-Associée, et voici une déclaration faite dans cette circonstance par l'honorable M. Davies, ministre de la Marine et des Pêcheries dans le gouvernement de M. Laurier. On lui demanda:— "Quelle serait la conséquence si le gouvernement américain déclinait de faire un

traité de réciprocité tel que vous le désirez?"

Cela aurait pour conséquence, "répondit M. Davies," d'accroître notre commerce avec la Grande-Bretagne. Nous devons faire le commerce avec quelqu'un et naturellement, nous commercerons avec ceux qui nous offriront le plus d'avantages. Nous avons aujourd'hui au Canada un élément considérable dont l'influence est dirigée dans le sens d'un commerce plus étendu avec la mère-patrie de préférence aux États-Unis. Nous, Canadiens, croyons que notre commerce devrait suivre les voies naturelles et ces voies naturelles sont dans la direction de ce pays. Si nous ne pouvons pas commercer avec l'Amérique nous serons obligés de le faire avec la Grande-Bretagne, et une fois que ces relations intimes seront établies entre nous et la mère-patrie, il sera difficile de les rompre.

Evidemment il laissait entendre, de fait, il déclarait que ce serait une chose déplorable que d'établir ces relations intimes avec la mère-patrie, et avertissait les Américains que si ces relations intimes étaient une fois créées, il serait très difficile de les rompre. Il est allé un peu plus loin et a dit:—

L'effet de la concurrence canadienne ne peut être senti immédiatement que le long de votre frontière septentrionale seulement, tandis que, d'un autre côté, les manufacturiers des États-Unis s'assureraient un marché beaucoup plus considérable.

Je remarque que le dernier paragraphe de cette entrevue réduit en poussière la déclaration extravagante dont on nous a corné les oreilles pendant bien des années au sujet de ce grand marché de soixante millions d'âmes. Parlant de ce marché, dans le comté de Wright, M. Davies l'évalue à soixante-quinze millions, mais s'adressant aux Américains il dit:—"le commerce canadien ne se fera sentir seulement que dans une très étroite lisière le long de votre frontière. "Ainsi ce grand marché de soixante-quinze millions d'âmes que l'on voudrait ouvrir au commerce canadien n'existe que dans l'imagination de M. Davies. Non seulement le ministre de la Marine et des Pêcheries, mais un autre député en vue a aussi visité Washington l'été dernier. Un journaliste a eu une conversation avec lui et un compte-rendu en a été publié dans la presse. Je parle de M. John Charlton. Je vais lire un paragraphe du compte-rendu qui a été publié de cette conversation:—

M. Charlton déclare qu'il n'est pas venu ici dans aucune qualité officielle. Dans une conversation qu'il a eue avec un représentant de la presse Unio-Associée, M. Charlton, en discutant la question des avantages qui résulteraient de relations commerciales plus étendues entre les États-Unis et le Canada, a déclaré que le récent changement d'administration au Canada avait remis sur le tapis la question de la réciprocité.